



INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS


Juin - juillet 2002


FAITS SAILLANTS


 **En avril, la production bondit de 0,8 % et affiche sa septième hausse mensuelle de suite. Cela laisse présager que la croissance sera encore forte au cours du deuxième trimestre.**

 **En juin, 66 000 emplois sont créés, la plupart à temps plein, ce qui ramène le taux de chômage à 7,5 %.**

 **Alors qu'au Canada, on atteint le chiffre record de 303 000 emplois de plus, depuis le début de l'année, 150 000 emplois disparaissent aux États-Unis.**

 **Les dépenses de consommation demeurent vigoureuses, alors que les revenus et la confiance des consommateurs augmentent, mais que le secteur du logement se refroidit.**

 **Dans la foulée de ces événements, la Banque du Canada majore deux fois son taux cible à un jour pour le faire passer à 2,5 %, tandis que la Réserve fédérale américaine conserve à 1,75 % son taux des fonds fédéraux.**

 **L'écart grandissant entre les taux d'intérêt canadiens et américains favorise la remontée du dollar canadien.**

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis		
		le mois dernier	l'an dernier	
PIB réel (En \$ 1997, milliards)	966,3	0,8	3,0	Avril
Biens	307,5	1,6	1,7	Avril
Services	658,8	0,4	3,6	Avril
Indice composite	176,4	0,7	6,3	Mai
Emplois (En milliers)	15 394	0,4	2,1	Juin
Temps plein	12 537	0,5	1,7	Juin
Temps partiel	2 857	0,2	4,0	Juin
Chômage (En %)	7,5	7,7	7,1	Juin
Jeunes*	13,5	14,2	12,3	Juin
Adultes*	6,3	6,5	6,1	Juin
Inflation mesurée par l'IPC*	1,0	1,7	3,9	Mai
Ventes au détail (En M\$)	25 453	1,0	5,5	Avril
Mises en chantier (En milliers)	202,1	-0,6	13,5	Juin
Balance commerciale* (En M\$)	5 230	4 712	6 362	Avril
Exportations	34 335	2,9	-9,0	Avril
Importations	29 106	1,6	-4,2	Avril
M&M	8 693	1,0	-13,7	Avril
Papier comm. à trois mois* (En %)	2,78	2,68	4,38	26 juin
Rendement des obligations à long terme* (En %)	5,37	5,49	5,73	26 juin
Dollar canadien* (En cents US)	65,29	65,95	66,05	3 juillet

*Données en niveaux seulement - variation en % n'est pas exprimée

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Juin - juillet 2002

TABLES DES MATIÈRES

L'économie	Page
<i>PIB réel par industrie</i>	3
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	4
<i>Investissements des entreprises dans les usines et l'équipement</i>	5
<i>Logement</i>	6
<i>Commerce et compétitivité</i>	7
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	8
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	9
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	10
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	11
<i>Taux d'intérêt à court et à long terme</i>	12
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	13
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	14
À venir...	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	15

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 8 juillet 2002. Il a été préparé par Stéphane Crépeau, Anik Dufour, Joseph Macaluso, Arif Mahmud, Patrick Taylor et Jeff Waring de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Hossein Rostami. La traduction a été faite par Pierre Ouimet et l'appui à la production a été fourni par Sue Hopf. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Hossein Rostami au 613-995-8452 ou par Internet à rostami.hossein@ic.gc.ca



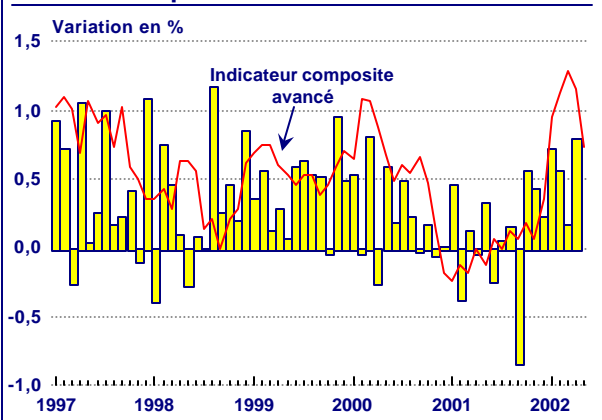
La production a bondi de 0,8 % en avril...

- L'économie canadienne a poursuivi sur sa lancée, en avril, alors que le PIB réel aux prix de base a bondi de 0,8 % au cours du mois, après des augmentations révisées de 0,2 % en mars (hausse de 0,1 %) et de 0,6 % en février (hausse de 0,5 %). Il s'agissait de la septième avancée mensuelle de suite et de la plus forte hausse mensuelle enregistrée depuis mars 2000. En avril, la production a progressé de 4,5 % (taux annuel), par rapport au niveau qu'elle avait atteint au premier trimestre. Ce facteur, conjugué à la hausse continue de l'indicateur composite avancé, en mai, donne à penser que l'économie a poursuivi sa croissance vigoureuse au cours du deuxième trimestre.

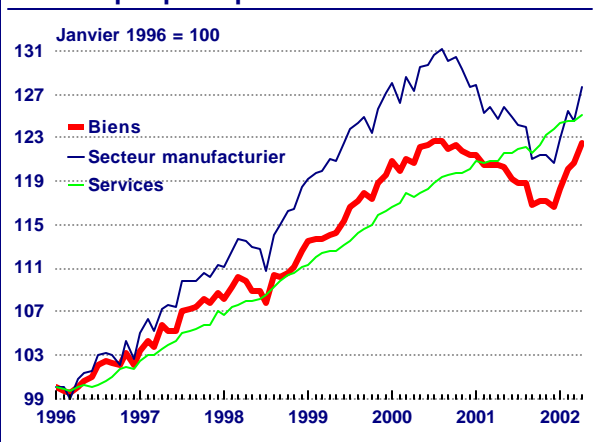
...grâce aux solides gains observés dans le secteur manufacturier

- La production de biens a augmenté de 1,6 % en avril, pour une quatrième hausse mensuelle de suite. La production, dans ce secteur, a maintenant complètement repris le terrain perdu au cours de la période de marasme qui a commencé à la mi-2000. Le secteur manufacturier a servi de locomotive à l'essor d'avril, neutralisant aisément la faible décroissance observée en mars. Néanmoins, la production manufacturière est demeurée en retrait de 2,7 % par rapport au sommet qu'elle avait atteint en août 2000. Toutes les industries du secteur manufacturier ont enregistré des gains, alors que la hausse des ventes d'automobiles et de camions, ainsi que l'élimination temporaire des droits sur le bois d'oeuvre, ont accéléré la production de produits du bois et de véhicules et de pièces d'automobiles. La production du secteur de la construction a fléchi légèrement de 0,8 %, mais elle a conservé l'avance de 3,8 % qu'elle avait enregistrée par rapport au même mois, l'an dernier.
- Dans le secteur des services, la production a progressé de 0,4 % en avril, après deux mois de croissance presque nulle. Le commerce de gros a enregistré la plus forte augmentation, poursuivant la trajectoire ascendante amorcée l'été dernier. Le raffermissement de la confiance des consommateurs a entraîné un regain d'activité dans les industries liées au voyage. Dans le sillage de la grève déclenchée par les employés provinciaux, en Ontario, la production du secteur de l'administration publique a fléchi de 1,8 %.

PIB réel aux prix de base



PIB réel par principal secteur



PIB réel aux prix de base (En \$ de 1997)

Avril 2002	En millions \$	Variation en % depuis		
		Variation mensuelle	le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	966 298	7 640	0,8	3,0
Secteur des entreprises	822 348	8 333	1,0	3,2
Biens	307 545	4 988	1,6	1,7
Agri., forest, pêche, chasse*	21 878	726	3,4	0,4
Extraction - mines, pétrole, gaz	37 198	219	0,6	-4,3
Services publics	28 883	465	1,6	3,7
Construction	52 003	-398	-0,8	3,8
Fabrication	167 583	3 976	2,4	2,3
Services	658 753	2 652	0,4	3,6
Commerce de gros	59 809	1 183	2,0	8,1
Commerce de détail	53 570	148	0,3	4,6
Transport et entreposage	43 627	752	1,8	-0,1
Information et culture	45 991	168	0,4	7,2
FASI**	189 944	529	0,3	4,3
Serv. professionnels***	41 476	233	0,6	2,2
Admin. et gestion des déchets	20 974	39	0,2	3,5
Enseignement	43 564	215	0,5	1,7
Soins de santé et assist. sociale	54 637	48	0,1	2,7
Arts, spectacles et loisirs	9 164	56	0,6	9,6
Hébergement et restauration	22 264	207	0,9	-1,4
Autres	21 241	34	0,2	2,3
Administrations publiques	52 492	-960	-1,8	0,3

*Comprend l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse

**Comprend la finance, les assurances et les services immobiliers

***Comprend les services professionnels, scientifiques et techniques



Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs

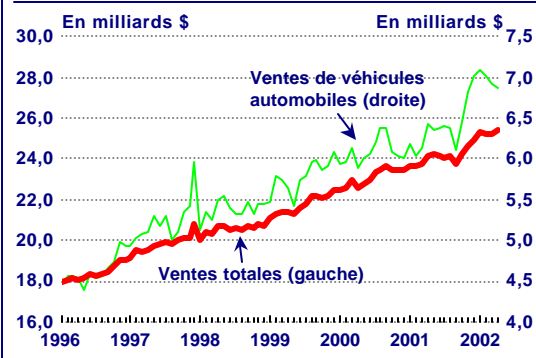
Les dépenses de consommation ont poursuivi leur mouvement à la hausse au premier trimestre...

- Les dépenses de consommation réelles ont augmenté de 2,5 % (taux annualisé) au cours du premier trimestre de cette année, comparativement à un gain de 4,1 % (taux annualisé) observé au trimestre précédent.
- Cet affaiblissement du rythme de croissance des dépenses de consommation, au premier trimestre, est essentiellement attribuable au ralentissement de la montée des ventes de biens durables, notamment du mobilier et des appareils ménagers, ainsi qu'à la hausse marquée des ventes de véhicules automobiles.

...et progressent encore grâce à la croissance des revenus et de la confiance

- Le revenu personnel disponible a augmenté de 4,5 % au cours du premier trimestre, après un gain de 5,2 % au cours du quatrième trimestre. En raison de la bonne tenue de l'emploi, le revenu personnel devrait demeurer élevé au deuxième trimestre. L'indice de confiance des consommateurs s'est amélioré de 0,7 point pour se fixer à 128,4 en juin, soit le niveau le plus élevé en 15 ans.
- Les ventes au détail mensuelles ont avancé de 1,0 % en avril, après avoir piétiné en février et mars. Les ventes d'automobiles ont remonté de 1,7 % en avril, tandis que les résultats préliminaires transmis par l'industrie annoncent un taux de croissance similaire en mai.
- Ces facteurs laissent présager d'une hausse continue des dépenses de consommation au deuxième trimestre.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



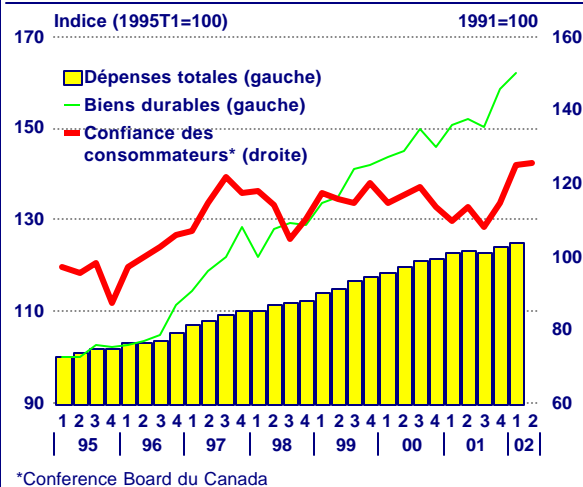
Ventes au détail et crédit à la consommation

	Variation en % depuis		
	Avril 2002	le mois dernier	l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	25 453	1,0	5,5
Alimentation	5 477	0,5	4,4
Pharmacies	1 281	-0,7	8,2
Vêtements	1 397	3,9	2,2
Meubles	1 507	1,5	14,3
Automobiles	10 249	0,9	5,1
Magasins de march. diverses	2 820	1,2	4,8
Tous les autres magasins	2 722	0,8	6,5
Total excluant véhicules automobiles	18 576	1,6	4,9
Crédit à la consommation	211	0,9	5,9

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

	En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)			
	2000	2001	2001 T4	2002 T1
Consommation réelle (En \$ 1997)	565 487	579 999	584 710	588 331
Variation en %	3,7	2,6	4,1	2,5
Biens durables	82 234	85 939	89 262	91 100
Variation en %	6,1	4,5	24,7	8,5
Biens semi-durables	50 440	52 360	53 253	54 261
Variation en %	4,5	3,8	10,4	7,8
Biens non durables	131 791	133 186	133 341	133 946
Variation en %	2,2	1,1	0,8	1,8
Services	301 173	308 888	309 512	309 841
Variation en %	3,7	2,6	-0,2	0,4
Revenu disponible	637 673	665 924	674 124	681 528
Variation en %	6,9	4,4	5,2	4,5
Taux d'épargne (En %)	4,8	4,6	4,8	4,7
Ratio d'endettement (En %)	94,4	95,2	95,9	96,3

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs



*Conference Board du Canada



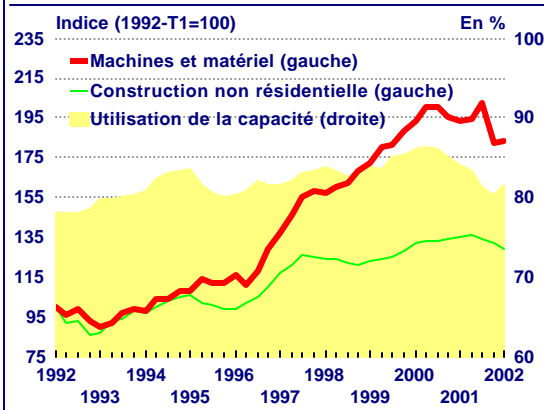
Les investissements des entreprises sont demeurées faibles au premier trimestre...

- Les investissements des entreprises dans les machines et le matériel ont augmenté de 2,6 % (taux annualisé), au premier trimestre, comparativement au plongeon de 34,5 % observé au quatrième trimestre, tandis que les investissements des entreprises dans la construction non résidentielle ont chuté de 6,9 %, ce qui représente une troisième baisse trimestrielle de suite.

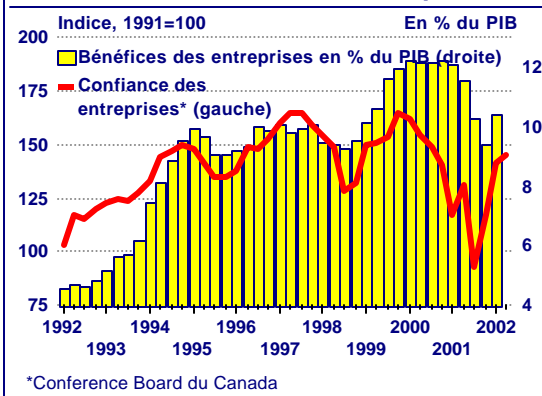
...mais les perspectives s'améliorent

- Un certain nombre d'indices prometteurs portent à croire que la situation s'améliore et que les investissements des entreprises se redresseront :
 - la vigueur de l'activité manufacturière a entraîné un gain de l'utilisation de la capacité de production au premier trimestre, après un déclin qui s'est prolongé sur six trimestres consécutifs;
 - les bénéfices d'exploitation des entreprises se sont ressaisis, au cours du premier trimestre, après avoir reculé pendant quatre trimestres de suite;
 - l'indice de confiance des entreprises du Conference Board a fortement progressé au premier trimestre et a gardé sa vigueur au deuxième; et
 - les importations de M&M se sont accrues en avril, pour la première fois en neuf mois.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



*Conference Board du Canada

Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	2000	2001	2001 T2	2001 T3	2001 T4	2002 T1
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines et matériel (En \$ 1997)	89 094	87 145	87 732	91 295	82 118	82 650
Variation en %	9,3	-2,2	1,4	17,3	-34,5	2,6
Construction non résidentielle (En \$ 1997)	47 762	48 126	48 644	48 165	47 230	46 392
Variation en %	6,4	0,8	1,5	-3,9	-7,5	-6,9
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	86,0	82,3	83,4	81,4	80,4	81,7
Utilisation de la capacité (secteur manuf.)	86,0	80,9	81,9	80,0	78,8	80,6
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	173 029	147 758	155 352	142 688	127 248	138 752
Variation en %	28,5	-14,6	-22,8	-28,8	-36,8	41,4
Bénéfices - Industries non financières	136 086	113 095	118 968	104 704	97 968	107 660
Variation en %	35,6	-16,9	-31,4	-40,0	-23,4	45,8
Bénéfices - Industries financières	36 944	34 662	36 384	37 984	29 276	31 096
Variation en %	7,9	-6,2	16,7	18,8	-64,7	27,3
Crédit aux entreprises	791 376	832 992	825 237	838 360	848 371	849 308
Variation en %	6,9	5,3	2,6	6,5	4,9	0,4



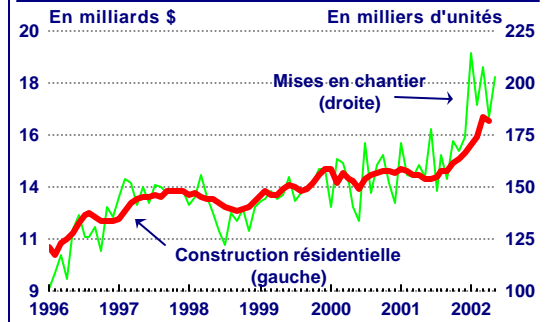
L'activité, dans le secteur du logement, s'est fortement intensifiée au premier trimestre...

- La construction résidentielle a bondi de 35,5 % au premier trimestre; ce fut sa troisième hausse trimestrielle consécutive, après avoir enregistré un gain de 23,9 % au quatrième trimestre. Cette forte progression du secteur du logement est attribuable en partie aux conditions météorologiques, qui ont été plus clémentes que d'habitude.

...mais elle montre des signes d'essoufflement

- Après la période de forte activité, au premier trimestre, des signes évidents de refroidissement sont apparus au deuxième trimestre. Les mises en chantier ont encore ralenti en juin et étaient en baisse de 3,7% pour le deuxième trimestre. Les ventes de maisons existantes ont elles aussi freiné leur avance en avril et mai. En outre, la construction résidentielle s'est repliée de 1,4 % en avril. Autre indice du ralentissement de l'activité dans le secteur du logement, le nombre de permis de construire a dégringolé de 12,6 % en mai (surtout en raison de la baisse du nombre de permis accordés pour la construction d'immeubles d'habitation), après avoir reculé de 1,2 % en avril.
- Cependant, l'activité devrait demeurer élevée dans le secteur du logement, étant donné la croissance soutenue de l'emploi, la confiance accrue des consommateurs et la présence de taux hypothécaires encore faibles.

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

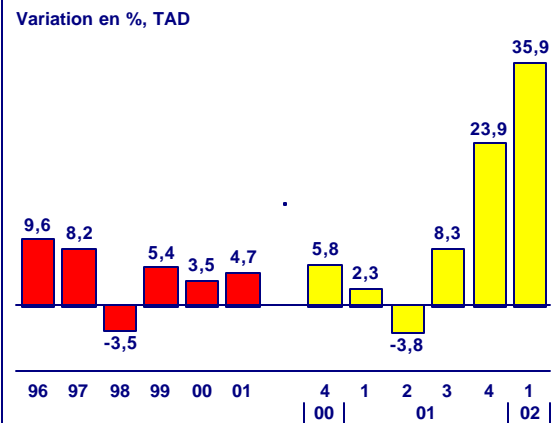
	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
Construction résidentielle (1) (En \$ 1997, en M; prix de base)	16 363	-1,4%	16,2%
Permis de construction, en M\$ (2)	2 332	-12,6%	30,0%
Ventes de logements existants (2) (nombre d'unités)	23 927	-1 512	1 807
Mises en chantier (3) (nombre d'unités)	202 100	-1 200	24 100
Terre-Neuve	1 700	-600	400
Île-du-Prince-Édouard	400	-700	200
Nouvelle-Écosse	3 300	-100	500
Nouveau-Brunswick	2 900	600	1 000
Québec	32 000	1 300	9 900
Ontario	76 900	-5 400	-6 400
Manitoba	2 100	-200	600
Saskatchewan	1 600	-100	-300
Alberta	33 900	1 900	9 800
Colombie-Britannique	21 400	2 100	3 700

1 - Données d'avril 2 - données de mai 3 - données de juin 2002
Source : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1997, TAD (à moins d'indication contraire)	2000	2001	2001 T4	2002 T1
Construction par secteur	45 796	47 967	50 288	54 293
Variation en %	3,5	4,7	23,9	35,9
Logements neufs	22 475	23 866	25 345	28 002
Variation en %	0,7	6,2	33,6	49,0
Travaux de réparation et d'amélioration	16 521	16 529	16 492	16 916
Variation en %	9,3	0,0	1,2	10,7
Frais de propriété et de transfert	7 050	7 754	8 548	9 392
Variation en %	5,0	10,0	39,9	45,7
Construction résidentielle	46 043	48 201	50 489	54 473
Variation en %	3,4	4,7	23,1	35,5

Croissance de la construction résidentielle réelle





Commerce et compétitivité

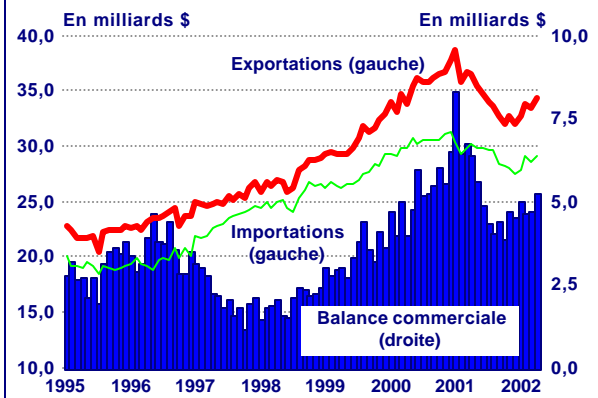
Les exportations progressent davantage que les importations en avril...

- Les exportations ont progressé de 2,9 % en avril, poursuivant la tendance à la hausse observée depuis le début de l'année. Pourtant, les exportations de marchandises sont toujours en retrait de 11,1 % par rapport à leur sommet de janvier 2001. La hausse des exportations d'avril est surtout attribuable aux produits de l'agriculture et de la pêche, aux biens et matériaux industriels, aux produits automobiles, ainsi qu'aux machines et matériel.
- Après avoir reculé pendant toute l'année 2001, les importations ont augmenté, en avril, et ce, pour la troisième fois en quatre mois (+1,6 %). Ainsi, les importations ont grimpé dans 5 des 7 groupements principaux, ceux des produits énergétiques et des biens et matériaux industriels se retrouvant en tête de peloton.

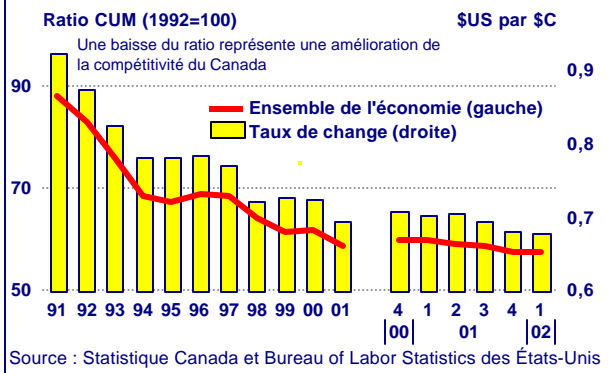
...ce qui augmente l'excédent commercial

- Comme les exportations ont progressé presque deux fois plus rapidement que les importations, l'excédent du Canada au chapitre du commerce des marchandises a augmenté, passant de 4,7 milliards de dollars en mars, à 5,2 milliards en avril. Il s'agit de l'excédent commercial le plus élevé depuis mai 2001.
- L'excédent commercial du Canada avec les États-Unis a grimpé de 627 millions de dollars pour s'établir à 8,3 milliards en avril, alors que le déficit commercial avec tous les autres partenaires commerciaux s'est accentué de 109 millions atteindre 3,1 milliards.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Ratio des coûts unitaires de main-d'oeuvre Canada-É.-U.



Commerce de marchandises

Avril 2002	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %	
	Mars 2002	Avril 2002	Janv. - avr. 2001	Janv. - avr. 2002	Mars à avr. 2002	Mars à avr. 2002	Janv. - avr. 2001 à Janv. - avr. 2002	
Exportations	33 362	34 335	147 445	134 188	973	2,9	-9,0	
vers les États-Unis	28 472	29 168	125 001	113 736	696	2,4	-9,0	
Importations	28 649	29 106	119 624	114 630	457	1,6	-4,2	
en provenance des États-Unis	20 819	20 888	87 142	82 974	69	0,3	-4,8	
Balance commerciale	4 712	5 230	27 821	19 558	518			
avec les États-Unis	7 653	8 280	37 859	30 762	627			
Exportations par produit								
Produits agricoles/pêche	2 479	2 664	10 007	10 390	185	7,5	3,8	
Produits énergétiques	4 191	4 050	25 069	14 428	-141	-3,4	-42,4	
Produits de la forêt	3 178	3 180	13 556	12 595	2	0,1	-7,1	
Biens et matériaux industriels	5 378	5 770	22 545	22 637	392	7,3	0,4	
Machines et matériel	7 607	7 808	35 393	31 802	201	2,6	-10,1	
Produits automobiles	7 890	8 214	30 517	31 736	324	4,1	4,0	
Autres biens de consommation	1 427	1 433	5 389	5 784	6	0,4	7,3	
Importations par produit								
Produits agricoles/pêche	1 791	1 776	6 630	7 157	-15	-0,8	7,9	
Produits énergétiques	1 154	1 339	6 720	4 760	185	16,0	-29,2	
Produits de la forêt	241	268	985	1 010	27	11,2	2,5	
Biens et matériaux industriels	5 484	5 616	23 666	22 540	132	2,4	-4,8	
Machines et équipement	8 611	8 693	39 829	34 370	82	1,0	-13,7	
Produits automobiles	6 578	6 665	23 230	25 740	87	1,3	10,8	
Autres biens de consommation	3 731	3 716	14 105	14 858	-15	-0,4	5,3	

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Emploi et chômage

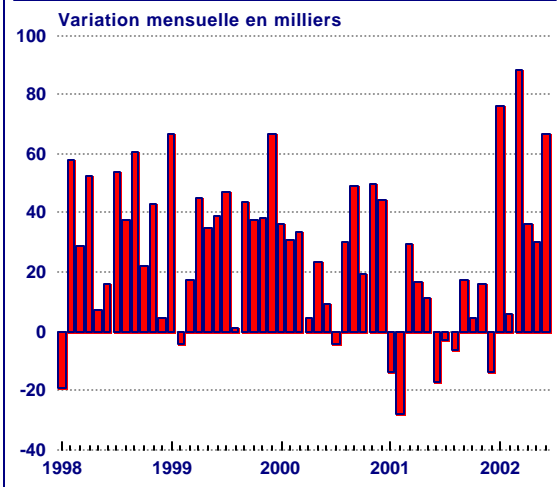
L'emploi a poursuivi son ascension en juin...

- En juin, on a dénombré 66 000 emplois de plus, ce qui porte à 303 000 le nombre de nouveaux emplois depuis décembre, hausse la plus importante jamais observée en six mois. La majeure partie des gains appartient aux emplois à temps plein (+60 000). Le redressement du marché du travail au Canada, depuis le début de l'année, fait contraste avec ce qui se passe aux États-Unis, où l'emploi a légèrement diminué (-150 000) pendant la même période.
- Ces excellents résultats ont fait grimper le taux d'emploi à 61,7 %, soit la plus forte hausse depuis décembre 2000.
- Le nombre total d'heures travaillées a augmenté de 1,1 % au deuxième trimestre de 2002, ce qui laisse supposer que l'économie canadienne a poursuivi son essor.

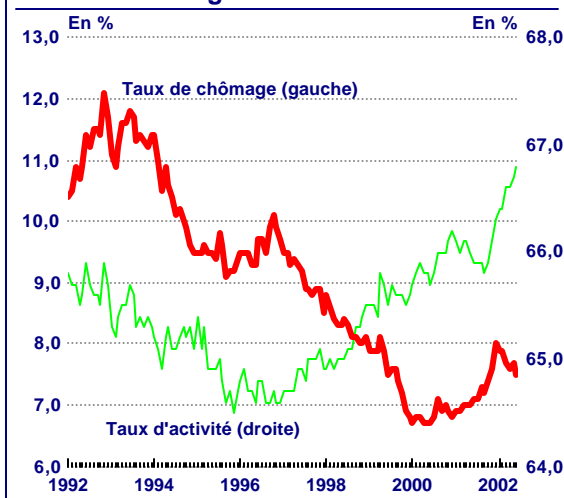
...ce qui fait fléchir le taux de chômage, celui-ci passant à 7,5 %

- Le taux de chômage national a clôturé à 7,5 % en juin, en baisse par rapport au sommet de 8 % observé en décembre 2001, mais en hausse par rapport au creux de 6,7 % enregistré au milieu de 2000.
- Chez les jeunes, la situation s'est encore améliorée en juin (11 000 emplois de plus), et on compte 54 000 emplois de plus depuis le début de l'année. Le taux de chômage pour ce groupe a reculé de 0,7 point de pourcentage pour s'établir à 13,5 % en juin. Chez les adultes, le nombre d'emplois s'est accru (+55 000), ce qui porte à 249 000 le nombre de nouveaux emplois depuis décembre.

Emploi



Taux de chômage



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Juin 2001	Mai 2002	Juin 2002	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	15 075,6	15 327,2	15 393,6	66,4	318,0	303,4	0,4	2,1
Temps plein	12 328,6	12 476,4	12 536,6	60,2	208,0	199,4	0,5	1,7
Temps partiel	2 747,0	2 850,8	2 857,0	6,2	110,0	104,0	0,2	4,0
Jeunes 15-24	2 309,0	2 342,9	2 354,3	11,4	45,3	54,0	0,5	2,0
Adultes 25+	12 766,7	12 984,4	13 039,3	54,9	272,6	249,4	0,4	2,1
Travailleurs indépendants	2 310,9	2 327,3	2 344,4	17,1	33,5	62,8	0,7	1,4
Chômage	1 148,5	1 283,7	1 252,6	-31,1	104,1	-66,2	-2,4	9,1
Taux de chômage	7,1	7,7	7,5	-0,2	0,4	-0,5		
Jeunes 15-24	12,3	14,2	13,5	-0,7	1,2	-0,5		
Adultes 25+	6,1	6,5	6,3	-0,2	0,2	-0,6		
Population active	16 224,2	16 611,0	16 646,2	35,2	422,0	237,2	0,2	2,6
Taux d'activité	65,9	66,7	66,8	0,1	0,9	0,5		
Taux d'emploi	61,3	61,5	61,7	0,2	0,4	0,8		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation de l'industrie

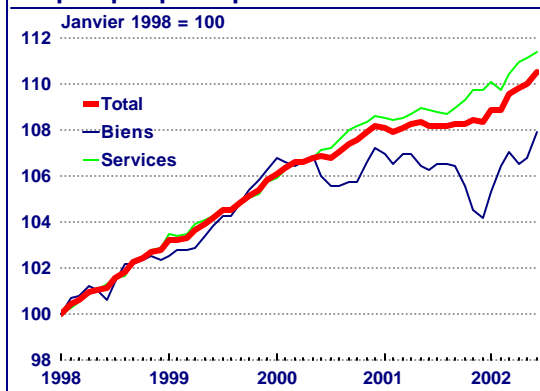
Le secteur des biens affiche d'importants gains au chapitre de l'emploi...

- En juin, on a dénombré 41 000 emplois de plus dans le secteur des biens, après un gain de 9 000 emplois en mai, ce qui porte à 136 000 la totalité des gains enregistrés dans la première moitié de l'année. Le secteur manufacturier a créé 30 000 emplois en juin, pour un gain total de 113 000 emplois à ce jour en 2002, ce qui ramène l'emploi de ce secteur au sommet atteint en décembre 2000. Ce sont les industries du matériel de transport et de l'alimentation qui ont enregistré les gains les plus importants. Dans le secteur de la construction, 11 000 emplois ont été créés en juin, ce qui porte à 30 000 le nombre d'emplois créés jusqu'ici cette année. Par ailleurs, malgré un léger gain au mois de juin, le secteur des ressources naturelles accuse une perte de 26 000 emplois depuis le début de 2002.

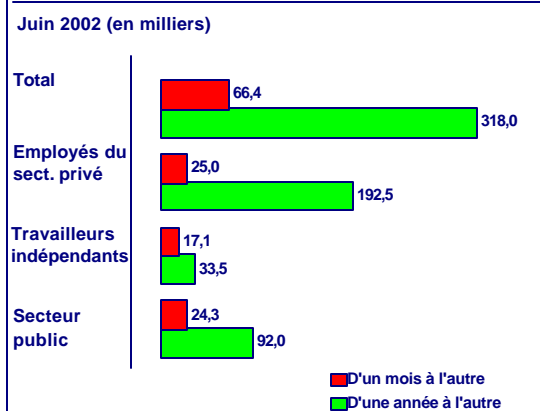
...tandis que le secteur des services poursuit sur sa lancée

- En juin, les industries de services ont créé 25 000 emplois, ce qui porte à 167 000 le nombre de nouveaux emplois depuis le début de l'année. Six des 11 industries ont enregistré des gains en juin; les plus fortes avances sont attribuables aux finances, assurances, services immobiliers et services de location à bail (+22 000), aux soins de santé et à l'assistance sociale (+14 000), ainsi qu'à l'administration, la gestion et autres services de soutien (+12 000). Les plus lourdes pertes du mois ont été enregistrées par le commerce (-17 000) et par les services d'hébergement et de restauration (-12 000).
- En juin, on a recensé 17 000 emplois autonomes de plus, ce qui porte à 63 000 les gains enregistrés pour les six premiers mois de l'année.

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Juin 2001	Mai 2002	Juin 2002	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 867,0	3 886,5	3 927,6	41,1	60,6	136,2	1,1	1,6
Agriculture	327,2	318,3	321,9	3,6	-5,3	9,2	1,1	-1,6
Ressources naturelles*	288,3	262,5	264,6	2,1	-23,7	-26,3	0,8	-8,2
Services publics	125,2	136,8	131,4	-5,4	6,2	9,7	-3,9	5,0
Construction	854,9	868,4	878,9	10,5	24,0	30,3	1,2	2,8
Fabrication	2 271,4	2 300,4	2 330,8	30,4	59,4	113,4	1,3	2,6
Services	11 208,6	11 440,8	11 466,0	25,2	257,4	167,2	0,2	2,3
Commerce	2 377,3	2 450,4	2 433,5	-16,9	56,2	1,0	-0,7	2,4
Transport	776,8	745,9	748,1	2,2	-28,7	2,4	0,3	-3,7
FASI*	882,1	889,6	911,4	21,8	29,3	38,6	2,5	3,3
Services prof./scientifiques	1 005,0	989,5	993,7	4,2	-11,3	24,0	0,4	-1,1
Administration et gestion	547,7	588,7	601,1	12,4	53,4	32,1	2,1	9,7
Enseignement	961,5	1 019,9	1 019,6	-0,3	58,1	48,9	-0,0	6,0
Soins de santé/assist. sociale	1 529,5	1 577,2	1 591,3	14,1	61,8	26,5	0,9	4,0
Information, culture, loisirs	704,4	705,5	715,3	9,8	10,9	18,5	1,4	1,5
Hébergement et restauration	975,3	1 003,6	991,2	-12,4	15,9	0,0	-1,2	1,6
Autres services	681,5	699,1	694,3	-4,8	12,8	-3,9	-0,7	1,9
Administrations publiques	767,5	771,4	766,5	-4,9	-1,0	-21,0	-0,6	-0,1

* Ressources naturelles : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation des provinces

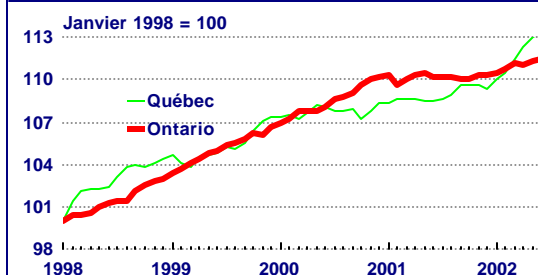
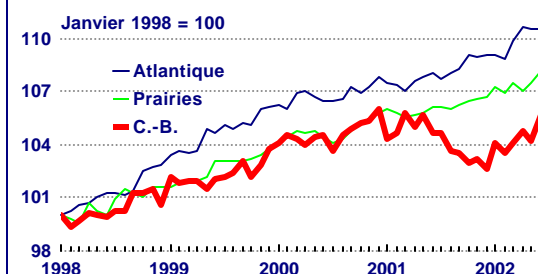
En juin, la croissance de l'emploi est surtout le fait de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et de l'Alberta

- En Colombie-Britannique, les gains (+27 000, ou 1,4 %) au chapitre de l'emploi ont surtout eu lieu, en juin, dans le secteur des services. Les deux tiers des 56 000 emplois créés durant la première moitié de 2002 l'ont été à Vancouver (+36 000). Ainsi, le taux de chômage de la C.-B. a perdu 0,8 point de pourcentage pour se fixer à 8,7 %. L'Ontario a enregistré 12 000 nouveaux emplois (+0,2 %) en juin et des gains de 67 000 emplois pour les six derniers mois. On a également dénombré 11 000 nouveaux emplois en Alberta, surtout dans les secteurs de la fabrication et de la construction, tandis que le taux de chômage y a chuté de 0,3 point, à 5,6 %.
- Les seules provinces qui ont subi des pertes d'emplois sont la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard. Jusqu'ici, en 2002, le Québec a affiché les gains les plus importants (155 000) au chapitre de l'emploi, ce qui a contribué à ramener son taux de chômage de 9,7 % en décembre à 8,2 % en juin.

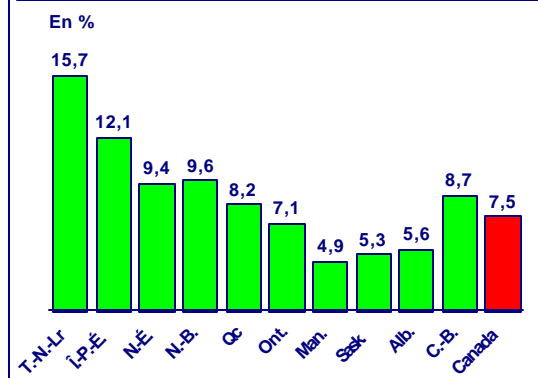
Le taux de chômage a fléchi dans toutes les provinces, sauf à l'Î.-P.-É. et en Ontario

- C'est à Terre-Neuve que le taux de chômage a le plus régressé, en juin (-1,1 point de pourcentage, soit 15,7 %), mais la province affiche toujours le taux de chômage le plus élevé du Canada. En Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, les taux ont diminué en raison de la diminution du nombre de travailleurs. Le taux de chômage du Manitoba a baissé à 4,9 %, le niveau plus faible au Canada.
- À l'Î.-P.-É., le taux de chômage a progressé de 0,7 point de pourcentage pour se fixer à 12,1 %, tandis qu'en Ontario, il a gagné tout juste 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 7,1 %.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Juin 2002



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)				Taux de chômage (en %)			
	Niveaux Juin 2002	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis le mois dernier	
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %		l'an dernier	
Canada	15 393,6	66,4	0,4	318,0	2,1	7,5	-0,2	0,4
Terre-Neuve-et-Labrador	218,5	3,9	1,8	2,6	1,2	15,7	-1,1	0,3
Î.-P.-É.	66,6	-0,1	-0,1	0,6	0,9	12,1	0,7	1,9
Nouvelle-Écosse	428,7	-2,4	-0,6	8,4	2,0	9,4	-0,4	-0,7
Nouveau-Brunswick	344,7	-1,3	-0,4	11,3	3,4	9,6	-0,2	-1,2
Québec	3 614,6	7,8	0,2	154,8	4,5	8,2	-0,1	-0,6
Ontario	6 036,7	12,0	0,2	69,9	1,2	7,1	0,1	1,0
Manitoba	567,9	5,2	0,9	13,9	2,5	4,9	-0,5	-0,5
Saskatchewan	481,7	2,9	0,6	11,6	2,5	5,3	-0,6	-0,4
Alberta	1 665,3	11,2	0,7	26,4	1,6	5,6	-0,3	1,0
C.-B.	1 968,9	27,2	1,4	18,4	0,9	8,7	-0,8	1,5



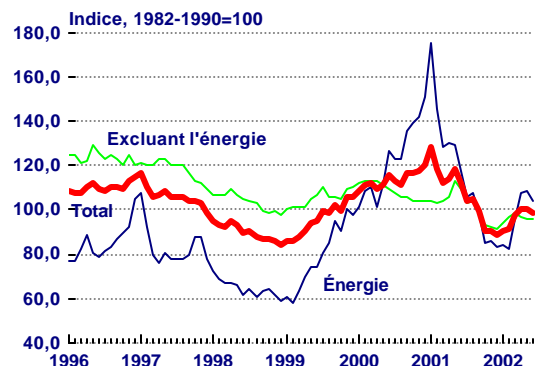
L'inflation ralentit à 1,0 % en mai...

- D'une année à l'autre, l'inflation selon l'IPC (Indice des prix à la consommation) s'est établie, en mai, à 1,0 %, en baisse par rapport à 1,7 % en avril. Ce ralentissement provient surtout du repli prononcé des prix du gaz naturel et de l'essence, qui avaient atteint des sommets en mai dernier. Si l'on fait abstraction des prix de l'énergie, l'inflation a reculé à 2,3 % par rapport à 2,4% en avril.
- D'un mois à l'autre, l'IPC a augmenté de 0,2 % en mai, en baisse par rapport à la hausse de 0,6 % survenue en avril, lorsque les coûts du transport et des cigarettes ont grimpé en flèche. Si les prix de l'énergie ont reculé pour la première fois en cinq mois, c'est en raison de la baisse des prix de l'essence.

...et le taux « de base » reste près du point médian de la fourchette cible officielle

- Le taux d'inflation « de base », qui exclut les huit composantes les plus volatiles de l'indice et les impôts indirects, s'est établi à 2,2 % en mai; il est donc resté inchangé par rapport à avril, tout en demeurant à l'intérieur de la fourchette cible officielle (1 à 3 %).
- En juin, les prix des produits de base ont reculé de 2,2 % par rapport au mois de mai, mais ils dépassaient toujours de plus de 9,0 % les creux du mois d'octobre. Ce repli était essentiellement attribuable à la baisse de 4,8 % accusée par les prix de l'énergie, qui affichaient leur premier recul mensuel depuis février.

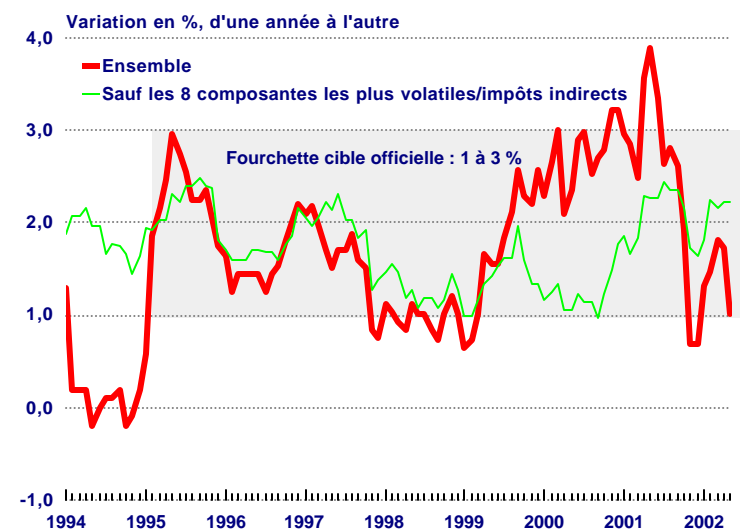
Prix des produits de base (\$ US)



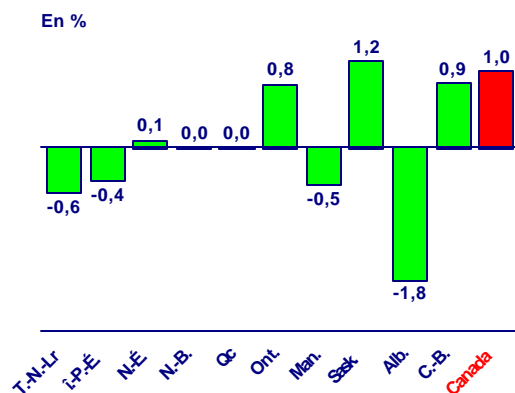
Prix à la consommation

	Variation en % depuis		
	Indice (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
Mai 2002			
IPC - Ensemble	118,6	0,2	1,0
Alimentation	120,4	-0,4	2,1
Logement	113,1	0,3	-0,6
Équipement du ménage	113,8	-0,1	1,4
Habillement et chaussures	104,6	-1,9	-0,3
Transport	134,1	0,2	0,1
Santé et soins personnels	115,7	0,3	1,1
Loisirs, formation et lecture	126,8	1,7	1,2
Alcool et tabac	118,8	1,7	12,9
Sauf 8 composantes plus volatiles/impôts ind.	119,5	0,3	2,2
Énergie	128,4	-0,8	-10,5
Prix des produits de base (Juin 2002)			
Indice, 1982-1990=100	98,5	-2,2	-17,0
Excluant l'énergie	95,7	-0,6	-15,2
Énergie	103,6	-4,8	-20,1

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Mai 2002





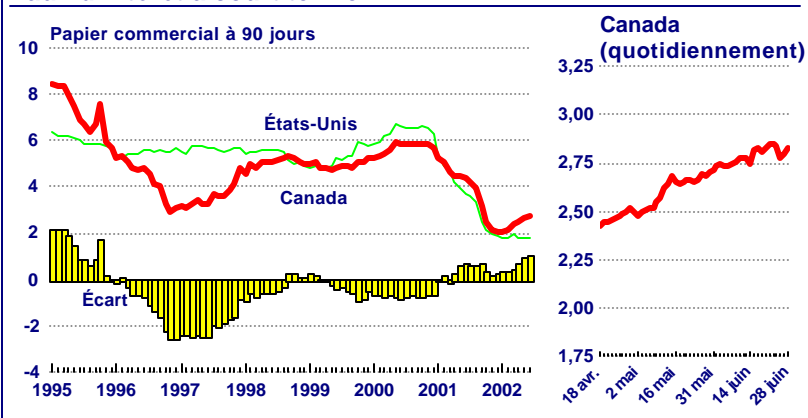
La Banque du Canada augmente les taux d'intérêt, tandis que la Réserve fédérale laisse les taux américains inchangés

- Étant donné que l'économie canadienne s'est raffermie plus rapidement que prévu, la Banque du Canada a commencé à adopter une attitude moins accommodante, majorant d'abord de 25 points de base son taux cible à un jour, à la mi-avril, puis encore une fois, le 4 juin, pour le remonter à 2,5 %, après l'avoir abaissé à 2,0 %, le niveau le plus bas jamais atteint en 40 ans. Aux États-Unis, l'incertitude au sujet de la durabilité de la relance a poussé la Réserve fédérale à maintenir son taux à 1,75 %. Les analystes prévoient que la Banque du Canada relèvera encore une fois son taux à la date de révision, le 16 juillet, et que la Fed ne modifiera pas son taux des fonds fédéraux, le 13 août.
- Dans la foulée de ces décisions, les taux d'intérêt canadiens, y compris les taux préférentiels et les taux du papier commercial, ont augmenté ces derniers mois. L'écart entre les taux à court terme, au Canada et aux États-Unis, s'est accentué davantage pour s'établir à 103 points de base vers la fin juin, après avoir atteint 91 points en mai et environ 30 points de base au début de l'année.

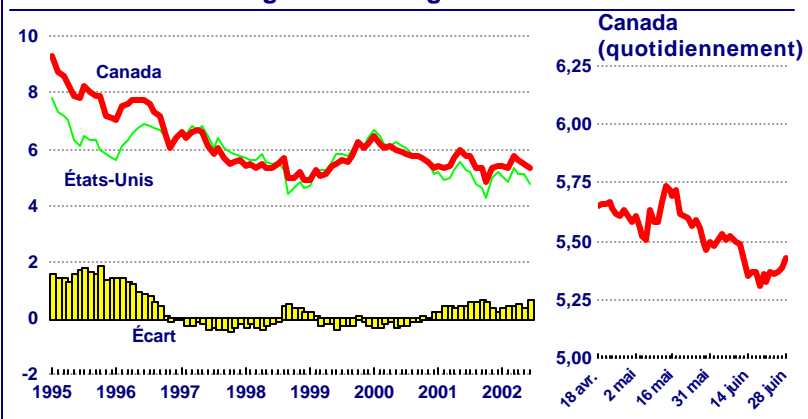
Les rendements des obligations à long terme reculent

- Les rendements des obligations à long terme se sont repliés pendant la majeure partie du deuxième trimestre, les flux financiers préférant les valeurs plus sûres, en raison des inquiétudes qui circulent au sujet de la durabilité de la reprise des bénéfices et des scandales touchant les méthodes de comptabilité des sociétés.
- De la fin mars à la fin juin, le rendement des obligations canadiennes à 10 ans s'est ramené de 5,8 % à 5,4 %. Néanmoins, l'écart entre les rendements canadien et américain s'est creusé jusqu'à environ 80 points de base à la fin juin, après avoir atteint 40 points de base en mars.

Taux d'intérêt à court terme



Rendement des obligations à long terme



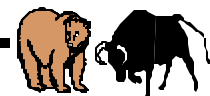
Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial vis-à-vis à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
2000	5,71	-0,60	5,35	0,24
2001	2,08	0,19	5,44	0,22
Janv. 2002	2,07	0,31	5,42	0,40
Févr.	2,16	0,34	5,31	0,47
Mars	2,36	0,42	5,79	0,44
Avr.	2,46	0,69	5,64	0,53
Mai	2,68	0,91	5,49	0,38
Juin	2,78	1,03	5,37	0,83
26 juin	2,78	1,03	5,37	0,83

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendantes américains.

Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an	Hypothèque à cinq ans
2000	5,80	7,50	7,70	7,95
2001	2,24	4,00	4,60	6,85
Janv. 2002	1,99	3,75	4,55	7,00
Févr.	1,99	3,75	4,55	6,85
Mars	1,99	3,75	5,30	7,30
Avr.	2,24	4,00	5,40	7,45
Mai	2,25	4,00	5,55	7,40
Juin	2,50	4,25	5,55	7,25
3 juillet	2,50	4,25	5,55	7,25

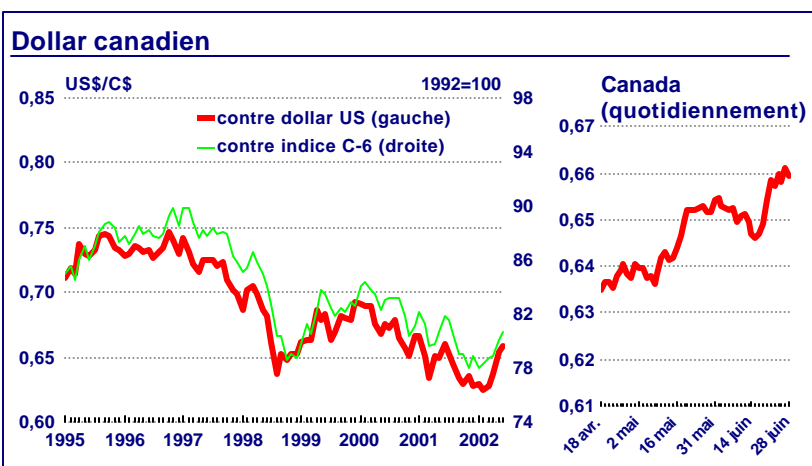


Le dollar canadien profite des bonnes nouvelles économiques et de la hausse des taux d'intérêt...

- Le dollar canadien a atteint 66,1 cents US le 27 juin, atteignant le niveau le plus élevé depuis près d'un an et plus de quatre cents US de plus que le creux record auquel il était tombé à la mi-janvier. Par la suite, notre dollar est toutefois redescendu sous la barre des 66 cents US.
- L'agrandissement de l'écart entre les taux d'intérêts du Canada et ceux des États-Unis, ainsi que la hausse des prix des produits de base ont aidé à soutenir la devise canadienne ces derniers mois. Le dollar canadien a également profité de la faiblesse générale du dollar américain par rapport aux principales devises. Depuis le mois d'avril, les deux monnaies se sont dépréciées par rapport à l'euro et au yen.

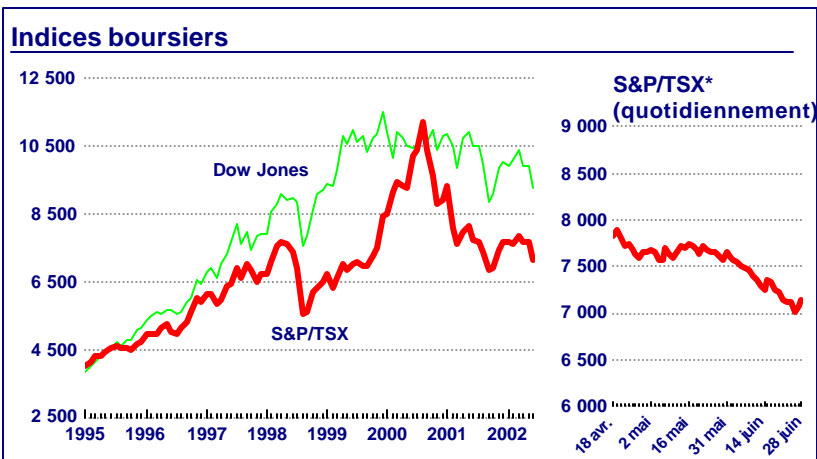
Des inquiétudes au sujet des gains des sociétés font plonger les marchés boursiers

- En juin, les indices nord-américains ont dégringolé à leur niveau le plus bas en huit mois, alors que les rapports sur les gains des sociétés se sont révélés pires que prévu et que des préoccupations au sujet des méthodes de comptabilité des grandes entreprises ont été attisées par d'autres scandales financiers (y compris celui de WorldCom). Les titres du secteur des technologies ont souffert davantage que les autres, ramenant à leurs niveaux de 1997 les indices à forte teneur technologique.
- L'indice S&P/TSX* a perdu plus de 900 points (-11,8 %) depuis les sommets du mois de mars, clôturant à 7 024 le 3 juillet, tandis que le Dow Jones a chuté de près de 1 600 points (-14,9 %) s'arrêtant à 9 055.



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$C	Indice c. C-6 (1992=100)	\$C c. EURO	Yen c. \$C
2000	0,6669	81,19	1,370	73,64
2001	0,6278	78,95	1,387	80,76
Janv. 2002	0,6300	78,05	1,414	82,89
Févr.	0,6242	78,38	1,390	83,71
Mars	0,6273	78,69	1,392	82,51
Avr.	0,6376	78,89	1,401	82,69
Mai	0,6545	80,15	1,421	81,51
Juin	0,6595	80,73	1,465	80,46
3 juillet	0,6529	80,55	1,501	78,33



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - juin	le mois dernier	l'an dernier
S&P/TSX*	7 146	-6,7	-7,6
<i>Pétrole et gaz</i>	10 375	-0,4	19,0
<i>Métaux et minéraux</i>	4 531	-2,2	3,1
<i>Services publics</i>	9 198	-7,4	-34,6
<i>Papiers et produits de la forêt</i>	5 851	3,7	23,5
<i>Entreprises de distribution</i>	7 654	-3,7	28,2
<i>Services financiers</i>	10 661	-7,4	-0,3
<i>Or</i>	6 373	-13,7	40,5
S&P 500	989,8	-7,2	-19,2
Dow Jones	9 243	-6,9	-12,0

* Le 1er mai, le principal indice composite canadien a été renommé S&P/TSX. Récemment, certaines valeurs ont été retirées de la liste pour tenir compte des nouvelles exigences de la Bourse de Toronto, y compris de critères comme la liquidité des actions.



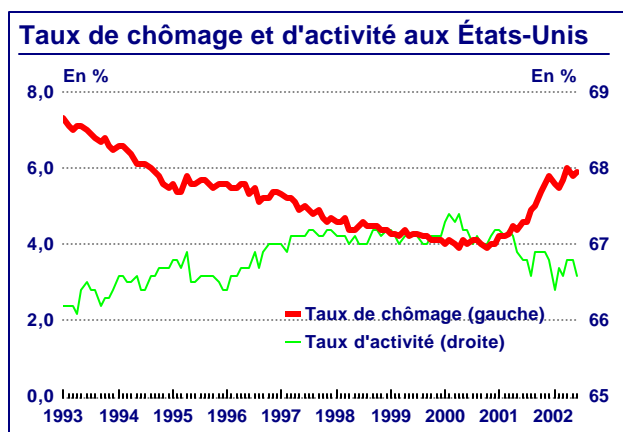
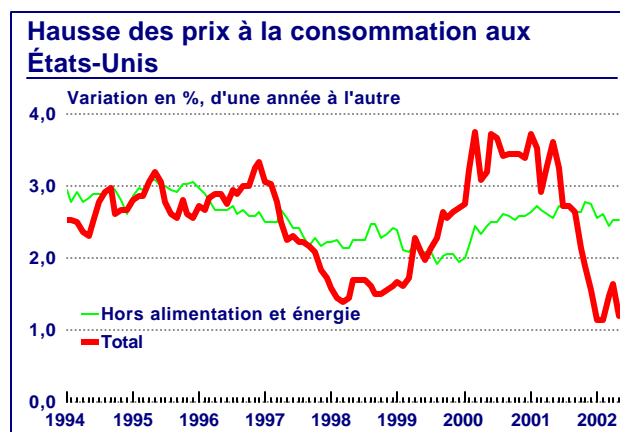
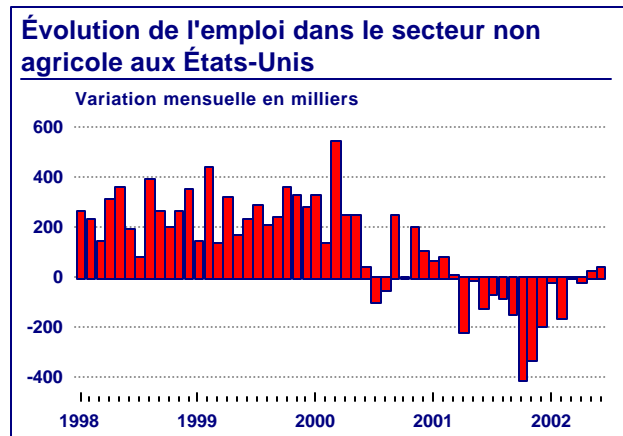
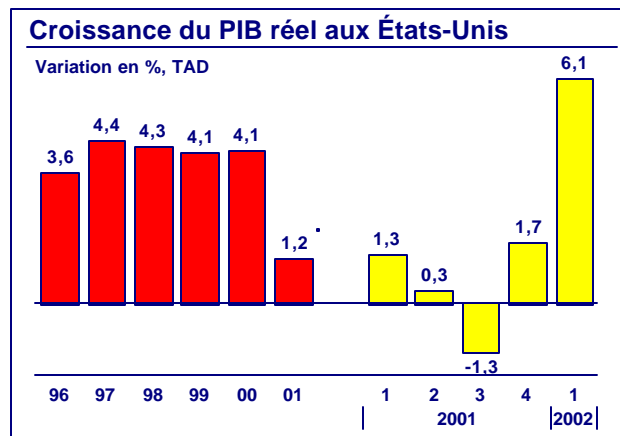
Tendances de l'économie américaine

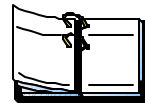
Aux États-Unis, l'économie s'est dilatée de 6,1 % au premier trimestre

- Selon les estimations finales, le PIB réel, aux États-Unis, a augmenté de 6,1 % (taux annualisé) au premier trimestre de 2002, en hausse par rapport à des estimations préliminaires de 5,6 %. Il s'agissait de la plus forte hausse depuis le dernier trimestre de 1999. De récents indices annoncent un ralentissement de l'expansion au deuxième trimestre. Les dépenses de consommation réelles sont restées stationnaires en mai, après avoir grimpé d'à peine 0,1 % en avril. La moyenne des deux premiers mois n'a progressé que de 1,6 % (taux annuel) relativement au premier trimestre, lorsque la consommation avait augmenté de 3,3 %. De plus, des renseignements sur les stocks des entreprises donnent à penser que la variation du niveau des stocks, qui avait contribué 3,4 % à l'expansion, au premier trimestre, n'ajoutera rien à la croissance, au second trimestre.
- Les signes d'une lente reprise du secteur manufacturier se font de plus en plus nombreux. L'Institute for Supply Management (institut pour la gestion de l'offre) a signalé que son indice manufacturier a grimpé à 56,2 % en juin (le taux le plus élevé depuis février 2000), après avoir atteint 55,7 % en mai. Une lecture de plus de 50 % indique qu'il y a croissance dans ce secteur.

La situation de l'emploi semble se stabiliser au deuxième trimestre

- Le taux de chômage a augmenté de 0,1 % en juin, pour atteindre 5,9 %. Les emplois, dans le secteur non agricole, ont progressé de 36 000 seulement en juin, après trois mois de changements presque imperceptibles. Dans le secteur manufacturier, l'emploi a continué à baisser (23 000) en juin, mais à un rythme beaucoup plus lent que celui qu'on a connu plus tôt cette année et l'an dernier. Cette situation s'inscrit dans la logique de la lente reprise du secteur manufacturier.
- Aidée par des prix plus faibles dans le secteur de l'énergie, l'inflation selon l'IPC, mesurée sur 12 mois, a ralenti à 1,2 % en mai, tandis que le taux d'inflation de base est resté au même point, soit à 2,5 %.





CANADA

Banque du Canada - (annonce concernant le taux d'escompte)	16 juillet
Enquête sur le secteur de la fabrication - Mai	17 juillet
Commerce international - Mai	19 juillet
Indice des prix à la consommation - Juin	23 juillet
Investissements privés et publics au Canada : Perspectives révisées - 2002	24 juillet
PIB réel par industrie - Mai	31 juillet
Enquête sur la situation des entreprises - Juillet	2 août
Enquête sur la population active - July	9 août

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation - Juin	19 juillet
Commerce international des biens et services - Mai	19 juillet
PIB - 2e trimestre 2002, estimations provisoires	31 juillet
Situation de l'emploi - Juillet	2 août
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	13 août

Nota : Les IEM de juin-juillet sont fondés sur les données connues au 8 juillet 2002